

Lionel Lorrain
Lycée Gerville Réache
Académie de Guadeloupe

Notes concernant l'ouvrage de Michel Aglietta, *Europe. Sortir de la crise et inventer l'avenir*, Editions Michalon, 2014

Dans son dernier ouvrage Michel Aglietta s'efforce de montrer comment la zone euro est économiquement non viable tant que l'euro ne sera pas devenu une monnaie complète. C'est à cette seule condition qu'une sortie de crise par le haut, conduisant à une croissance soutenable, c'est-à-dire écologiquement viable et inclusive, pourra advenir. Cela nécessite cependant des changements institutionnels profonds au niveau budgétaire et au niveau du contrat social qui fonde la société européenne.

I- Comment faire évoluer l'union budgétaire ?

La question budgétaire en Europe repose aujourd'hui sur une coordination par des règles, que Aglietta critique fortement par ailleurs : le déficit public ne doit pas dépasser 3% du PIB, la dette publique ne doit pas excéder 60% du PIB et à présent le déficit structurel ne peut excéder 0,5% du PIB sur le cycle d'activité. L'auteur pense qu'il devient nécessaire aujourd'hui de passer à l'action collective. En zone euro, si un pays subit un choc exogène, il ne peut envisager de dévaluation, il ne maîtrise plus sa politique monétaire et une politique budgétaire expansionniste est contrainte par les traités. En conséquence seule une politique déflationniste reste envisageable. Cependant ce type de politique conduit à des externalités négatives pour l'ensemble de la zone. Seule une coordination budgétaire peut alors permettre de surmonter ce genre de choc, mais celle-ci nécessite une grande confiance entre pays membres.

Aglietta propose d'instituer une agence budgétaire européenne constituée de parlementaires nationaux et qui définisse une politique concertée validée par le Conseil européen et mise en œuvre par les gouvernements. Il est entendu que cette politique respecte les conditions de consolidation des dettes publiques, non pas selon la « règle d'or », mais selon le mécanisme économique selon lequel « sa valeur actualisée à l'infini est nulle » (et comme une croissance vigoureuse de l'économie réduit le taux d'actualisation, l'objectif de croissance doit primer sur celui de réduction de la dépense publique).

Une coordination et un policy-mix cohérent (jusqu'ici absent) pourraient alors être organisés par un Comité budgétaire européen coordonnant les Hauts Conseils budgétaires nationaux déjà existants, et légitimé par les représentations nationales.

D'autre part, l'auteur prône l'institution d'un véritable budget européen visant à renforcer l'innovation et la compétitivité de l'économie européenne. Cela nécessite que l'Europe dispose de ressources propres et ait la possibilité de s'endetter sur les marchés financiers en émettant des euro-obligations. Celles-ci seraient émises par un Fonds européen d'investissement, sous contrôle du parlement européen. Il s'agirait donc de financer le capital nécessaire à l'élévation

de la croissance potentielle européenne, et pas les dettes passées. Mais ces propositions ne seraient qu'un vœu pieux si une communauté européenne de citoyen n'émergeait. Cela passe par l'invention d'un nouveau contrat social.

II- Peut-on établir un nouveau contrat social ?

Aglietta considère que la « société de redistribution », fondée au sortir de la Seconde Guerre mondiale devra être remplacée par une « société de participation ». Cela ne signifie aucunement la fin de l'Etat social mais plutôt de mettre en action le vivre ensemble : « la question fondamentale est donc celle des principes de justice sociale compatibles avec la participation des citoyens dans la production de biens publics permettant de lier étroitement le contrat social au développement durable ».

Le premier élément qui doit être remis en cause c'est la gestion des entreprises par la valeur actionnariale. En effet, selon cette approche (celle qui conduit aux crises financières les plus violentes) seuls les actionnaires doivent être gratifiés par la création de valeur, et à des niveaux parfois extravagants. Or, les actionnaires seuls ne créent rien ! Les salariés doivent être considérés comme les parties prenantes à l'œuvre productive collective et en ce sens participer aux choix stratégiques au sein des conseils d'administration. D'autre part, ce capital intangible qu'est le travail fourni par les salariés doit être amélioré grâce à la formation financée par l'organisation productive. Enfin, une gouvernance partenariale nécessite un actionnariat stable, à l'image du Mittelstand allemand dont le capitalisme familial assure la stabilité de la propriété des sociétés.

Pour qu'une « société de participation » se développe, la gestion partenariale des organisations productives est donc nécessaire mais non suffisante. En référence à Rawls et à Sen, l'auteur considère également que la société inclusive se doit d'offrir un accès aux biens premiers pour assurer la justice sociale tout en permettant à chacun de pouvoir réaliser ses projets de vie. En ce sens il convient d'éliminer les trappes à pauvreté, les discriminations et rites machistes (principalement subis par les femmes) et de promouvoir une éducation de qualité pour tous les futurs citoyens ainsi qu'une formation tout au long de la vie.

Pour conclure ses propositions, qui ne visent pas à abandonner les organisations politiques nationales pour une intégration politique fédérale illusoire à ce jour pour lui, Aglietta s'efforce de montrer que l'Europe a les moyens de surmonter la triple crise financière, sociale et écologique qu'elle subit. Une complémentarité des investissements publics et privés accélérerait la transition énergétique-écologique. Cela passerait d'abord par une tarification du carbone pour rendre les investissements verts rentables. Il conviendrait ensuite de développer des actifs carbonés notionnels (c'est-à-dire correspondant aux émissions évitées) qui seraient acceptés par la BCE en contrepartie du financement des banques, facilitant ainsi les investissements verts (ce serait une véritable politique monétaire non conventionnelle). Il faudrait enfin changer notre modèle productif vers une économie circulaire et territoriale afin de « préserver la richesse sociale totale des nations ». Seule l'internalisation des externalités liées à la décomposition mondiale des chaînes de valeur le permettrait.